



MINISTÈRE DE LA CULTURE

Direction régionale des affaires culturelles d'Ile-de-France
Unité départementale de l'architecture et du patrimoine du Val-d'Oise

Dossier suivi par : Jean-Baptiste BELLON

Objet : demande de déclaration préalable

MAIRIE DE FREMECOURT
Hotel de ville
Rue de Cléry
95830 FREMECOURT

A Pontoise, le 29/01/2021

numéro : dp25420B0007

adresse du projet : 9 CHEMIN DE LA MARETTE 95830
FREMECOURT

nature du projet : Modifications de clôture

déposé en mairie le : 16/12/2020

reçu au service le : 28/12/2020

servitudes liées au projet : LCAP - abords de monuments historiques -
Eglise Notre-Dame (Frémécourt) - Vexin français (Frémécourt)

demandeur :

MME ROLLOIS EPOUSE DARDENNE
SOPHIE
9 CHEMIN DE LA MARETTE
95830 FREMECOURT

L'immeuble concerné par ce projet est situé dans le périmètre délimité des abords ou dans le champ de visibilité du ou des monuments historiques désignés ci-dessus. Les articles L.621-30, L.621-32 et L.632-2 du code du patrimoine sont applicables.

Ce projet, en l'état, étant de nature à porter atteinte à la conservation ou à la mise en valeur de ce ou ces monuments historiques ou aux abords, l'architecte des Bâtiments de France ne donne pas son accord. Par ailleurs, ce projet peut appeler des recommandations ou des observations.

Motifs du refus (1), recommandations ou observations éventuelles (2) :

Motifs du refus (1)

La construction d'un mur de clôture en parpaings entraînerait un effet de masse dans le paysage protégé et est contraire à la typologie des murs de clôture du Vexin Français, traditionnellement composés :

- soit d'un mur en pierres à assises horizontales et régulières, rejointoyées au mortier traditionnel de plâtre et chaux naturelle et appliqué à fleurs de parements, et couronné d'un chaperon réalisé en pierres ou en petites tuiles plates ;
- soit d'une haie végétale d'essences locales et champêtres, doublées ou non d'une clôture grillagée de teinte vert ou brun foncé.

En effet, les parements en pierres présentent un aspect disgracieux et tentent en vain d'imiter les murs en pierres. Ainsi, le projet est de nature à modifier la perception du paysage urbain protégé qui constitue l'écrin bâti du (des) Monument(s) Historique(s) ci-dessus nommé(s).

Recommandations (2)

Compte tenu que les travaux projetés, dans leurs dispositions actuelles, portent atteinte aux abords du (des) Monument(s) Historique(s) cité(s) en objet dont il convient de garantir la présentation, un nouveau projet doit être réalisé en prenant en compte les prescriptions suivantes :

- La clôture doit être constituée d'un mur présentant des pierres à assises horizontales et régulières, jointoyées au mortier de chaux naturelle, teinté dans la masse par la couleur du sable local employé. Réaliser les joints à fleurs de pierres apparentes, l'enduit étant appliqué en

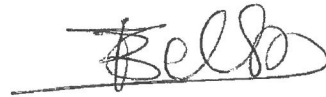
finition taloché sans surcharge au nu des pierres. L'emploi de pierres artificielles ou de plaquettes de parement est proscrit.

Le mur doit être couronné d'un chaperon traditionnel en pierres ou réalisé avec des petites tuiles plates en terre cuite et des tuiles faîtières demi-rondes scellées au mortier de chaux naturelle (le faitage présentera des crêtes de coq et embarrures maçonnées).

Ou bien,

- La clôture doit être constituée d'un muret en maçonnerie pleine et enduite, surmonté d'une grille à barreaudage vertical circulaire fin et droit représentant les deux tiers de la hauteur totale. Le portail, le portillon et la grille doivent être peints dans une teinte sombre : gris anthracite (RAL 7016), vert (RAL 6009) ou bleu-gris (RAL 5008) ou similaire, à l'exclusion du noir pur.

L'architecte des Bâtiments de France



Jean-Baptiste BELLON

En cas de désaccord avec l'architecte des Bâtiments de France, l'autorité compétente peut saisir, dans un délai de sept jours à compter de la réception du présent acte, le préfet de région (direction régionale des affaires culturelles) par lettre recommandée avec accusé de réception.

En cas de refus d'autorisation de travaux fondé sur le présent refus d'accord, le demandeur peut former un recours administratif auprès du préfet de région (direction régionale des affaires culturelles). Ce recours est obligatoire et préalable à l'introduction d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif compétent. Il doit être effectué par lettre recommandée avec avis de réception dans le délai de deux mois à compter de la notification de l'opposition ou du refus. Si le demandeur souhaite faire appel à un médiateur issu de la commission régionale du patrimoine et de l'architecture dans le cadre de ce recours, il doit le préciser lors de sa saisine.